



DOSSIER DE PRESSE Novembre 2006

EUROsociAL – un programme de l'Union européenne pour la cohésion sociale en Amérique latine

Les ministères de l'Education de 8 pays d'Amérique latine en visite en Europe	2
« EUROsociAL – MODE D'EMPLOI »	3
LA COOPERATION EN ÉDUCATION AU CIEP	5
REFERENCES 2006	6

Contact : Annie Blasco, blasco@ciep.fr
Tél. : +33 1 45 07 60 66

Contact presse : Emilie Seffray
Tél. : +33 1 45 07 69 13 - Fax : +33 1 45 07 60 71 - Mél. : seffray@ciep.fr



CENTRE INTERNATIONAL D'ÉTUDES PÉDAGOGIQUES
1, avenue Léon-Journault - 92318 Sèvres cedex – France
Téléphone : +33 1 45 07 60 00 – Télécopie : +33 1 45 07 60 01
Site Internet : www.ciep.fr



COMMUNIQUE

Les ministères de l'Education de 8 pays d'Amérique latine en visite en Europe

Visite d'étude en Europe des représentants des ministères de l'Education d'Amérique latine

Des représentants des ministères de l'Education de 8 pays d'Amérique latine - Brésil, Chili, Argentine, Uruguay, Colombie, Honduras, Salvador et Mexique- ont assisté du 17 au 27 octobre 2006 à la visite d'études sur le thème de l'Education dans les prisons organisée dans le cadre du projet Eurosocial Education.

La visite de 8 unités pédagogiques en France, en Grèce et en Irlande a permis aux participants d'échanger avec les élèves/détenus, leurs professeurs et éducateurs et les représentants des ministères de l'Education nationale et de la Justice, afin de mieux connaître les dispositifs mis en place dans chacun des pays.

Cette visite a également été l'occasion de jeter les bases d'une future collaboration entre l'Association européenne d'Education dans les prisons et le Réseau latino américain d'Education dans les prisons que les représentants des ministères présents envisagent de mettre en place.

Au terme de ces échanges organisés en ateliers, visites et séminaires auxquels ont également participé des représentants des dispositifs espagnol et norvégien et le Directeur de l'Observatoire International d'Education en prisons (Unesco), le groupe de travail constitué a préfiguré dans un document la structure du futur Réseau.

Ce premier échange se poursuivra au cours du Séminaire de Belo Horizonte (Brésil) qui aura lieu du 20 au 24 novembre 2006, parallèlement à la Réunion des ministres de l'Education dans le cadre du 3^e Forum éducatif MERCOSUR.

Le programme EUROsocial

EUROsocial est un programme de coopération technique de l'Union européenne qui a pour objectif de contribuer à la promotion de la cohésion sociale en Amérique latine en agissant sur les politiques publiques de cinq secteurs prioritaires : justice, éducation, santé, fiscalité et emploi.

Il vise à développer l'échange d'expériences, de connaissances et de bonnes pratiques entre administrations publiques européennes et latino-américaines.

Les actions menées dans les quatre premiers secteurs sont gérées par des consortiums formés d'organisations publiques européennes et latino-américaines spécialisées dans ces domaines ; la gestion du secteur éducation a été confiée à un consortium dont le Centre international d'études pédagogiques (CIEP) est le chef de file.

Programme EUROsociAL

EUROsociAL est un programme de coopération technique de l'Union européenne qui a pour objectif de contribuer à la promotion de la cohésion sociale en Amérique latine en agissant sur les politiques publiques de cinq secteurs prioritaires : justice, éducation, santé, fiscalité et emploi.

Il vise à développer l'échange d'expériences, de connaissances et de bonnes pratiques entre administrations publiques européennes et latino-américaines.

Les actions menées dans les quatre premiers secteurs sont gérées par des consortiums formés d'organisations publiques européennes et latino-américaines spécialisées dans ces domaines ; le secteur emploi a été confié à l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Projet EUROsociAL/Éducation

Le projet EUROsociAL/Éducation, présenté par un consortium dont le Centre international d'études pédagogiques (CIEP) est le chef de file, a été retenu suite à l'appel à propositions lancé en mars 2005.

Objectifs généraux

En référence aux objectifs du Millénaire, le projet EUROsociAL/Éducation cherche à déterminer des pistes concrètes, tant au niveau des dispositifs de politiques publiques que des expériences locales, qui favorisent :

- **l'accès et le maintien des élèves dans un système éducatif de qualité** (de la maternelle au lycée), et ce dans un esprit d'équité et d'égalité des chances ;
- **la recherche de solutions pour la réinsertion sociale** des jeunes exclus du système scolaire et qui sont en situation de grande vulnérabilité personnelle, sociale et professionnelle.

Thèmes sélectionnés

- Accès et maintien à l'école primaire en milieu rural (thème A)
- Accès à l'école primaire des populations des zones défavorisées des grandes villes (thème B)
- Maintien à l'école secondaire par l'amélioration de l'enseignement technique et professionnel (thème C)
- Gestion des établissements scolaires dans un contexte de violence : prévention et résolution pacifique des conflits (thème D)
- Dispositifs socio-éducatifs pour l'accès au travail des jeunes exclus du système éducatif et éducation dans les prisons (thème E)

Méthodologies et perspectives

Le projet a pour objectif :

- de sensibiliser les décideurs institutionnels à l'échange de bonnes pratiques et d'expériences innovantes entre les régions latino-américaines et européennes ;
- de mettre en place des réseaux favorisant les échanges, le partage d'expériences (ou de s'appuyer sur des réseaux existants) ;
- d'accompagner les changements structurels nécessaires : formation des gestionnaires chargés de la mise en oeuvre des politiques ;
- de développer des projets pilotes dont l'évaluation permettra d'orienter ou de déterminer les changements à opérer.

A partir des problématiques concrètes identifiées et proposées par les pays d'Amérique latine, il s'agit, pour chaque thème :

- d'identifier et d'analyser les expériences et les dispositifs mis en place dans l'Union européenne et en Amérique latine (forces et faiblesses) ;
- d'identifier les outils et indicateurs existants qui permettent le pilotage des politiques éducatives ;
- de sélectionner les « expériences significatives » ;
- de mettre en place les échanges d'expériences (visites d'études et formations de gestionnaires) ;
- d'élaborer les instruments de pilotage qui complètent ceux qui ont déjà été mis en évidence par les études ;
- d'élaborer et de mettre en place des avant-projets et des projets pilotes susceptibles d'apporter les améliorations attendues ;
- de renforcer les échanges entre responsables politiques ;
- de construire des réseaux thématiques et sectoriels.

Phases générales du projet

PHASE 1 : approfondissement des connaissances (identification des besoins et de l'offre correspondante)

—> Implication des pays associés, identification et sélection des expériences significatives potentiellement transférables.

PHASE 2 : échanges d'expériences et observations entre décideurs, responsables politiques et gestionnaires

—> Sensibilisation, conférences, visites d'études, séminaires internationaux.

PHASE 3 : analyse de la transférabilité des expériences observées

—> Formation des gestionnaires, définition des projets pilotes.

PHASE 4 : validation et mise en marche des projets pilotes, en particulier pour les thèmes A, B et C

—> Évaluation et impact sur les politiques institutionnelles.

Les membres fondateurs du Consortium éducation

- FRANCE : Centre international d'études pédagogiques (CIEP), établissement public du ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche : chef de file,
- ESPAGNE : Fondation ibéroaméricaine pour l'Éducation, la Science et la Culture, Organisation des États ibéroaméricains,
- ITALIE : Comité international pour le Développement des Peuples (CISP),
- BRÉSIL : Ministère de l'Éducation,
- MEXIQUE : Secrétariat de l'Éducation publique,
- SALVADOR : Ministère de l'Éducation,
- PÉROU : Ministère de l'Éducation,
- VENEZUELA : Institut de Développement Éducation et Sciences (IIDEC).

LA COOPERATION EN ÉDUCATION AU CIEP

Depuis sa création en 1945, le CIEP propose ses savoir-faire et son expertise au service de la coopération et du développement en éducation à travers le monde. Établissement public du ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, dont il est opérateur pour l'international, il joue le rôle d'ensemblier des compétences françaises pour répondre aux demandes d'ingénierie éducative. Lieu d'échanges et de rencontres, en contact avec 140 pays, centre de séminaires internationaux, le CIEP organise des colloques et des conférences, espaces privilégiés de réflexion sur les questions de l'actualité éducative dans une perspective internationale.

Dans sa composante ingénierie éducative, le CIEP offre une **assistance technique** aux programmes et aux projets de réforme, de développement, et de restructuration de systèmes éducatifs.

Il répond à des **appels d'offres** multilatéraux (Union européenne, Banque mondiale, banques régionales de développement). A ce titre, il réalise de nombreuses missions d'identification, d'expertise ou d'évaluation.

Le CIEP intervient, aussi, dans le cadre de la coopération bilatérale, sur des projets financés sur fonds de solidarité prioritaire (FSP), soit comme opérateur ou comme **évaluateur**.

Grâce à son réseau de partenaires et ses relations régulières avec de nombreux correspondants et organisations dans le monde liés aux secteurs de l'éducation et de la formation, il **identifie et pilote des équipes d'experts**, capables de concevoir des réponses adaptées aux besoins des clients et respectueuses des contextes culturels.

Prestataire de service, il conçoit et organise des **formations** pour des cadres (décideurs, inspecteurs, administrateurs, enseignants..) des systèmes éducatifs étrangers, du niveau local au niveau national.

Dans sa fonction de conseil en éducation, le CIEP a acquis de solides références dans les **domaines d'expertise** suivants : *le pilotage, la gestion et l'évaluation des systèmes, la réforme et l'adaptation de curricula, la qualité dans l'éducation, l'enseignement technique et professionnel, l'éducation de base dans les pays en développement.*

Partenariats

- **organisations internationales** : Union européenne, Banque mondiale, banques régionales, OCDE, UNESCO, OIT, Fondation européenne pour la formation (ETF).
- **institutions françaises** : ministère de l'Éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, ministère des Affaires étrangères, AFD, FCI, Délégation Interministérielle à la Ville (DIV), PJJ, universités, CNE, CNED, IUFM, rectorats.
- **autres partenaires** : association européenne de l'université (AEU), CEMEA, DAAD, ECO, association des recteurs allemands (HRK), la Main à la pâte, THALES, SOFRECO, Louis Berger

REFERENCES 2006

Projets internationaux

Projet EUROsocial

Dates : 2005 – 2009

Public cible : décideurs, concepteurs, responsables et gestionnaires des politiques publiques en Amérique latine

Bailleur : Union européenne (programme de coopération technique)

Partenaires : projet présenté par un consortium qui réunit des ministères et des organisations non gouvernementales de 7 pays (Espagne, Italie, Brésil, Mexique, El Salvador, Pérou et Venezuela) et dont le CIEP est le chef de file.

Objectif : contribuer à la promotion de la cohésion sociale en Amérique latine :

- maintien des élèves dans un système éducatif de qualité de la maternelle au lycée ;

- recherche de solutions pour la réinsertion sociale des jeunes exclus du système scolaire.

Méthodologie : échange d'expériences, de connaissances et de bonnes pratiques entre administrations publiques européennes et latino-américaines

Projets Tempus MEDA

Domaines de compétences : évaluation de l'enseignement supérieur dans la région MEDA

Pays concerné : Maroc (2005)

Intitulé :

Projet Tempus (mesures structurelles et complémentaires) : formation à l'évaluation externe au Maroc

Partenaires : Université Mohamed V Agdal (Maroc) ; Universités de Luton et d'Exeter (Royaume-Uni) ; Universités d'Orsay-Paris-Sud et de Grenoble 2-Pierre Mendès-France (France)

Intitulé :

Projet Tempus : évaluation institutionnelle de l'Université Mohammed V Agdal

Partenaires : ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique (Maroc) ; Universités d'Exeter et de Luton (Royaume-Uni) ; Universités d'Orsay-Paris-Sud et de Grenoble 2-Pierre Mendès-France, Comité national d'évaluation des établissements publics (France)

Ces appels à propositions s'inscrivent dans le cadre de la poursuite des activités d'évaluation de l'enseignement supérieur dans la région MEDA initiées en septembre 2003 (10 universités du pourtour méditerranéen : Maroc – Algérie – Tunisie – Égypte – Jordanie – Liban – Syrie / 3 institutions françaises / 3 institutions allemandes).

Projet Russie - Enfants et adolescents à risque en Russie

Dates : juillet 2004-décembre 2006

Bailleur : Union européenne, Europaid

Objectif : réintégrer dans un parcours scolaire professionnalisant des enfants et des adolescents en situation de rupture sociale et scolaire. Mis en œuvre dans trois provinces et douze institutions.

D'autres projets sont en cours d'exécution en Amérique centrale, au Chili, en Croatie, en Syrie et dans la région MEDA.

Projets intra-européens en matière de formation professionnelle initiale et continue

Participation à des programmes européens tels que le Fonds social européen (FSE), les projets sur financement de l'Agence Socrates Leonardo da Vinci, ainsi qu'à des initiatives spécifiques de la Commission européenne, à travers les activités conduites par le CR2i.

Ces activités s'exercent en liaison avec le réseau des GRETA (formation continue des adultes) et avec les Inspections générales du ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Domaines de compétences :

- l'égalité des chances et la lutte contre toutes formes de discrimination dans l'emploi ;
- la transmission intergénérationnelle des savoirs professionnels ;
- l'employabilité et la mobilité en Europe : transparence des qualifications, reconnaissance des acquis, construction commune de référentiels dans le cadre de la

démarche européenne de "professionnalisation durable".

Références : 23 projet en cours en 2005, dont 5 dans lequel le CIEP est pilote (3 projets dans le cadre du programme Equal et 2 dans le cadre du programme Leonardo).

Expertise et évaluation de programmes

Madagascar

Dates : 2005

Domaines de compétences : réforme du système éducatif malgache « Education pour tous »

Public : élèves-maîtres, conseillers pédagogiques du primaire et enseignants polyvalents du secondaire

Bailleur : Banque mondiale et ministère malgache de l'Éducation nationale et de la recherche scientifique via l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds de coopération régionale de la Réunion

Objectif : accompagner la rédaction du curriculum de formation

Contrat cadre pour l'assistance technique

Un accord de groupement a été signé le 5 octobre 2005 à Cambridge : il lie le CIEP à dix organismes européens pour l'exécution du lot relatif à l'éducation, l'emploi et le développement social du contrat-cadre financé par la Commission européenne.

Partenaires : Cambridge Education (chef de file), Proman (Grand-Duché de Luxembourg), HIFAB International (Suède), Center Education 2000 (Roumanie), Expanzio Consulting (Hongrie), ECA (Espagne), SNEDE (Portugal), BIEF (Belgique), Cecoform SA (Suisse), Bernard Brunhes International (France)

Objectif : concourir à l'offre d'assistance technique au bénéfice de pays tiers pour des missions de courte durée.

Formations sur mesure

Liban

Domaines de compétences : enseignement secondaire et formation continue

Intitulé : aide à la création d'un dispositif permanent de formation continue

Dates : 2004 – 2006

Public : 3 promotions de personnes ressources (300 personnes environ)

Bailleur : ministère des Affaires étrangères (FSP), transfert à l'AFD depuis septembre 2005

Sénégal

Domaines de compétences : Enseignement primaire et secondaire

Intitulé : formation de cadres du système éducatif sénégalais

Dates : 2004 – 2006

Public : plusieurs promotions d'inspecteurs vie scolaire, inspecteurs de l'enseignement technique et conseillers pédagogiques nationaux (60 à 100 cadres environ)

Bailleur : Banque africaine de développement

Visites d'étude

Finlande

Thème : regards croisés sur les systèmes éducatifs français et finlandais

Dates : 3 au 7 avril 2006

Partenaires associés : IGCS Hambourg, pôle européen universitaire de Strasbourg, Berlin

Public : 24 représentants du système éducatif finlandais (responsables régionaux, chefs d'établissements, cadres et enseignants)

Intervenants : Inspection générale, Ecole supérieure de l'Éducation nationale (ESEN)

Modalités : visites d'établissements scolaires en région parisienne (école primaire, collège et lycée) et conférences

Chine

Domaine de compétences : enseignement supérieur et recherche

Intitulé : connaissance des systèmes universitaires et de l'harmonisation européenne

Dates : 28 mai au 25 juin 2005

Partenaires associés : IGCS Hambourg, Pôle européen universitaire de Strasbourg, Berlin.

Public : présidents d'université

Thème abordés : curricula, management, formation, budget, processus de Bologne et harmonisation.

Séminaires

Domaines de compétences : évaluation

Intitulé : L'évaluation au service de la qualité en éducation : pratiques et enjeux (séminaire annuel)

Dates : 29 mai au 2 juin 2006

Partenaires : Agence Française de Développement et ministère des Affaires étrangères (Direction générale de la coopération internationale et du développement)

Intervenants : UNESCO-IPE (Institut international de Planification de l'Éducation), ministère de l'Éducation Nationale, Institut national de recherche pédagogique (INRP), responsables du SACMEQ (Consortium de l'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation), PASEC (Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN), PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves)

Public : cadres, décideurs et experts en évaluation des systèmes éducatifs de 10 pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est (Angola, Gabon, Guinée, Togo, Cameroun, Vietnam, Laos, Cambodge, Madagascar, Maroc)

Thèmes abordés :

- l'évaluation des acquis scolaires : enquêtes internationales,
- l'évaluation globale de systèmes éducatifs,
- l'évaluation de composantes des systèmes éducatifs.

Rappel : le séminaire 2005 portait sur les « pratiques des personnels chargés de l'évaluation du système scolaire » et le séminaire 2004 sur « l'évaluation des structures d'enseignement »

Intitulé : Séminaire franco-chinois sur les enseignements technologiques et professionnels supérieurs courts

Dates : 12 – 16 juin 2006

Partenaires : ministère de l'Éducation nationale (Direction des relations européennes, internationales et de la coopération)

Participants : agents des deux ministères chinois et français de l'Éducation nationale, représentants des gouvernements de 4 provinces chinoises et de la municipalité de Pékin, responsables d'établissements d'enseignements technologiques chinois et français (17 participants chinois et 26 participants français)

Objectif :

- dégager les principaux thèmes ou domaines de coopération prioritaires pour les institutions éducatives des deux pays ;
- identifier des partenariats et des propositions d'actions concrètes, susceptibles d'être retenues dans le cadre des travaux du Comité mixte franco-chinois qui doit se tenir en novembre 2006 à Paris.

Modalités : Sessions plénières et visites d'institutions d'enseignement technique et professionnel

Conférences internationales

Intitulé : Qualité et évaluation dans l'enseignement supérieur (conférence)

Dates : 18 – 20 juin 2006

Partenaires : Banque Mondiale, UNESCO, OCDE, ministère des Affaires étrangères, ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

Participants : 110 personnes

Objectif : développer un cadre méthodologique de bonnes pratiques

pour la qualité et l'évaluation de l'enseignement supérieur

Thèmes :

- l'asymétrie de l'information,
- l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur,
- la promotion du développement institutionnel,
- le développement de la capacité des agences d'évaluation.

Intitulé : Les enseignements supérieurs professionnels courts : réalités et perspectives face aux défis de la globalisation

Dates : 6-8 juin 2005

Partenaires associés : Banque mondiale - UNESCO (Direction des enseignements supérieurs) - ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (Direction générale de l'enseignement supérieur, Direction des relations européennes et de la coopération internationale) - ministère des Affaires étrangères.

Participants : une centaine de participants, hauts responsables de 25 pays et représentants de diverses organisations.

Intitulé : Les réformes de l'enseignement technique et de la formation professionnelle dans l'économie de la connaissance : défis et opportunités au niveau du secondaire.

Dates : 16-18 décembre 2003

Partenaires associés : Banque mondiale – UNESCO – Fondation de Turin (ETF) - ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche – ministère des Affaires étrangères.

Participants : une centaine de personnes (trente délégations étrangères et 10 organisations)

Rencontres de journalistes spécialisés en éducation

Intitulé : Rencontre franco-allemande de journalistes en éducation

Dates : 31 mai – 3 juin 2006 (Paris et Berlin)

Partenaires : Robert Bosch Stiftung, Université franco-allemande, Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), Stiftung Genshagen, Deutscher Akademischer Austausch Dienst (DAAD).

Participants : journalistes français et allemands spécialisés dans le domaine éducatif

Objectif : approfondir la connaissance des spécificités du pays partenaire ainsi que des pratiques professionnelles des journalistes spécialisés en éducation.

Thèmes :

- intégration et égalité des chances (enseignement scolaire) ;
- désaffection pour les études scientifiques et technologiques et remèdes proposés (enseignement supérieur).

Intitulé : 1^{er} forum international presse éducation : « L'éducation dans la compétition internationale – vers un modèle éducatif global ? ».

Dates : 19 – 21 mai 2005

Partenaires : ministère des Affaires étrangères, ministère de l'Éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Participants : 50 journalistes français et allemands spécialisés dans le domaine éducatif (38 pays représentés au total).

Objectif : constituer un réseau informel de journalistes en éducation et s'informer sur les systèmes éducatifs des autres pays.